

La maturation (1910-1950)

La période qui s'ouvre en 1910 s'est caractérisée par la maturation de l'économie et de la société de Saint-Fulgence. Sur le plan géographique, c'est à cette époque que l'espace peuplé de la paroisse a atteint ses limites. La structure de l'économie locale devint plus complexe, ce qui se refléta dans la diversité et le nombre des professions exercées. En même temps, c'était l'apogée de l'agriculture familiale, à la fois moderne par sa spécialisation et traditionnelle parce qu'elle visait toujours à satisfaire les besoins de la maisonnée. En fin de période commencèrent à poindre les premiers signes des bouleversements qu'a connus le Québec dans les années 1960 et auxquels ni la région, ni Saint-Fulgence n'ont échappé.

L'occupation du sol: aux limites de l'écoumène local

Entre 1910 et 1950, l'occupation du sol progressa dans les mêmes directions que pendant la période précédente (voir carte 4). Dans le canton Tremblay, les rangs Saint-Joseph et Saint-Louis avancèrent graduellement à l'intérieur des terres, si bien qu'à l'aube des années 1960, on avait largement atteint le rang 10. De plus, route à peine esquissée en 1914, le rang Sainte-Marie reliait les rangs Saint-Joseph et Saint-Louis et atteignait le lac Xavier où, depuis 1945, une association récréative opérait un club privé (1). L'évolution fut moins marquée du côté du canton Harvey. Le rang Saint-Laurent, complété jusqu'à l'Anse-à-Pelletier dans les

années 1910, fut doublé par la route se rendant à Sainte-Rose-du-Nord. C'est à partir de celle-ci que partaient dorénavant le rang Saint-François et divers petits chemins (Pointe-aux-Pins, lac Laurent, Anse-à-Pelletier).

Le chemin vers Sainte-Rose-du-Nord fut construit dans les années 1930 (2). Sa réalisation coïncidait avec l'effort de colonisation entrepris lors de la Crise de 1929-39. En effet, en raison des difficultés économiques que la grande dépression avait engendrées, le gouvernement du Québec, appuyé par l'Église, encouragea fortement le retour à la terre. Cet encouragement prit la forme de subventions au développement des chemins de colonisation et de primes au défrichement (3). En 1931, la municipalité demanda justement à l'État québécois que soit fait l'arpentage des rangs encore inhabités des cantons Tremblay et Harvey, ainsi que l'ouverture de chemins de colonisation pour s'y rendre (4). Plusieurs familles confrontées aux difficultés économiques du temps purent s'établir sur des terres jusqu'alors inoccupées. Cette dernière poussée colonisatrice eut des conséquences sur la croissance de la population locale.

L'évolution démographique: vers une stabilisation de la croissance

Après un ralentissement très important au début du 20^e siècle, la progression de la population locale redémarra à partir des années 1910 (voir tableau 3). Jusqu'en 1930, la croissance se rapprocha de l'accroissement naturel. Elle diminua rapidement par la suite, ce qui dénotait entre autres choses l'occupation maximale des terres agricoles de la paroisse.

Pendant toute la période, la progression de la population demeura nettement inférieure à celle de la région du Saguenay. Là, l'industrialisation rapide et l'urbanisation qu'elle suscita ont provoqué une croissance démographique phénoménale. Toutefois, si on ne considère que la population rurale, l'évolution observée à Saint-Fulgence se compare avantageusement au reste de la région: dans l'ensemble des localités rurales, la progression des effectifs, entre 1911 et 1951, ne dépassa pas 22% par décennie (5).

Autre indice de la relative bonne santé économique de Saint-Fulgence et de l'attrait qu'elle exerçait, les années entre 1911 et 1950 furent marquées par l'arrivée d'un grand nombre de familles (voir Listes des familles pionnières). En effet, pas moins de cinquante-et-une familles pionnières (trente entre 1911 et 1930, vingt-et-une entre 1931 et 1950) ont choisi de s'établir dans la paroisse à cette époque. C'était beaucoup plus que pendant la période précédente et la suivante. Parmi ces familles qui ont fait souche à Saint-Fulgence, notons les Pilote, Létourneau, Dassylva, Fillion, Saint-Cyr, Ouellet, Roussel, Boulianne, Morissette, Taché, Caron et autres.

La maturation économique

La diversification de l'économie, qui commençait à poindre au début des années 1900, s'accrut pendant la première moitié du 20^e siècle. Certes, l'agriculture et les activités liées à la forêt ont continué d'occuper une place prépondérante. Mais l'accroissement de la population et l'enrichissement relatif des familles ont contribué à l'émergence de nouvelles professions.

En 1922, outre les rentiers, on retrouvait huit métiers différents dans la localité (6). Les cultivateurs et les

journaliers étaient naturellement les plus nombreux (quatre-vingt-dix-huit cultivateurs et quarante-et-un journaliers sur cent quarante-neuf chefs de famille). Les autres se disaient marchand, dont Achille Tremblay, forgeron, navigateur, cordonnier, fromager ou charron. Une vingtaine d'années plus tard (1945), le nombre des professions différentes avait doublé, même si trois métiers, victimes de la modernisation (charron, forgeron et fromager), étaient en voie de disparition. Alors que le nombre des journaliers rattrapait celui des cultivateurs (quatre-vingt-onze contre quatre-vingt-sept), neuf nouvelles occupations, reliées à la forêt, à l'industrie et aux services, firent surface: entrepreneur, industriel, garde-feu, contremaître, chasseur, courrier, boucher, boulanger, camionneur et conducteur d'autobus. D'autres sources (actes de baptême, mariage et sépulture) mentionnent en plus l'existence de charpentiers, de menuisiers et d'ouvriers, professions vraisemblablement agglomérées à celle de journalier dans les rôles de perception et d'évaluation.

En somme, l'évolution de la structure professionnelle de Saint-Fulgence témoigne bien de son développement économique et de la spécialisation du travail qui l'a accompagné. Ces modifications ont principalement touché l'agriculture, les activités forestières et les transports.

L'apogée de l'agriculture familiale

Le nombre de fermes avait tendance à se stabiliser depuis la fin du 19^e siècle. En 1921, il avait même légèrement diminué en comparaison avec 1911 (quatre-vingt-sept contre quatre-vingt-onze). Cependant, le retour à la terre des années de la Crise a fait monter ce nombre à cent vingt-et-une en 1931 et à cent vingt-six en 1941. C'est là le maximum d'exploitations agricoles qu'on ait jamais dénombrées à Saint-Fulgence (7). Rapidement, ce nombre est retombé en raison des nou-

Pendant toute la période, la progression de la population demeura nettement inférieure à celle de la région du Saguenay. Là, l'industrialisation rapide et l'urbanisation qu'elle suscita ont provoqué une croissance démographique phénoménale. Toutefois, si on ne considère que la population rurale, l'évolution observée à Saint-Fulgence se compare avantageusement au reste de la région: dans l'ensemble des localités rurales, la progression des effectifs, entre 1911 et 1951, ne dépassa pas 22% par décennie (5).

Autre indice de la relative bonne santé économique de Saint-Fulgence et de l'attrait qu'elle exerçait, les années entre 1911 et 1950 furent marquées par l'arrivée d'un grand nombre de familles (voir Listes des familles pionnières). En effet, pas moins de cinquante-et-une familles pionnières (trente entre 1911 et 1930, vingt-et-une entre 1931 et 1950) ont choisi de s'établir dans la paroisse à cette époque. C'était beaucoup plus que pendant la période précédente et la suivante. Parmi ces familles qui ont fait souche à Saint-Fulgence, notons les Pilote, Létourneau, Dassylva, Fillion, Saint-Cyr, Ouellet, Roussel, Boulianne, Morissette, Taché, Caron et autres.

La maturation économique

La diversification de l'économie, qui commençait à poindre au début des années 1900, s'accroît pendant la première moitié du 20^e siècle. Certes, l'agriculture et les activités liées à la forêt ont continué d'occuper une place prépondérante. Mais l'accroissement de la population et l'enrichissement relatif des familles ont contribué à l'émergence de nouvelles professions.

En 1922, outre les rentiers, on retrouvait huit métiers différents dans la localité (6). Les cultivateurs et les

velles conditions économiques provoquées par la Deuxième guerre (1939-1945). En effet, bon nombre de propriétaires abandonnèrent leur terre, de qualité trop souvent médiocre (surtout dans le canton Harvey), pour travailler en usine à Arvida, à Jonquière ou à Port-Alfred. En 1950, on comptait moins de quatre-vingt-dix fermes.

L'évolution du nombre de fermes a fortement modifié la proportion de la population vivant sur une terre. De 1911 à 1931, sept personnes sur dix habitaient sur une ferme. En 1941, il y en avait six sur dix, et quatre sur dix en 1951 (8). C'est dire l'importance des modifications de l'économie locale à partir de la Deuxième guerre.

Jusqu'aux années 1940, l'agriculture familiale était à son apogée. En effet, le virage vers l'industrie laitière avait permis aux cultivateurs de s'assurer des revenus intéressants sans avoir à recourir aux activités forestières. Les familles agricoles jouissaient donc d'une relative indépendance, exploitant leur terre pour subvenir à leurs besoins de base et vendant du lait pour gagner un pécule important; comme auparavant, la cueillette des fruits sauvages, la chasse et la pêche complétaient les ressources. Certes, les chantiers forestiers étaient toujours fréquentés par quelques fils d'agriculteurs, mais les salaires qu'on en tirait comptaient moins dans le revenu total de la famille.

La production laitière maintint sa place dans les activités agricoles jusqu'aux années 1930. La ferme moyenne possédait alors quatre vaches laitières, comme au début du siècle (9). Ceci semble démontrer que les campagnes de promotion en faveur de l'industrie laitière, menées depuis les années 1900 par le Ministère de l'agriculture, n'atteignirent pas leur but. Les conférenciers du Ministère, qui séjournèrent dans la

paroisse en 1918, furent bien reçus, mais leurs discours paraissent être demeurés vains (10).

Avec la hausse des prix des produits agricoles survenue pendant la Deuxième guerre, le nombre moyen de vaches passa à sept. Voulant profiter du marché, les agriculteurs formèrent une coopérative (1944) pour faciliter l'achat de tout ce qui était nécessaire à leurs activités ainsi que la vente de leur production. L'agriculture devint alors une activité économique de plus en plus organisée et intégrée au marché. La deuxième fromagerie de la paroisse fut néanmoins victime de l'amélioration des voies de communication qui amena la concentration de ce type d'industrie. Elle ferma ses portes dans les années 1940.

En dépit de la modernisation de sa mise en marché, l'agriculture était encore plus un mode de vie qu'un métier. On produisait d'abord pour soi: légumes et viandes servaient à préparer «l'hivernement» l'automne venu (11). Les légumes prenaient le chemin du caveau, tandis qu'à l'Immaculée-Conception, on faisait boucherie, on salait la viande, on en mettait en conserve (le «cannage»). S'il avait suffisamment neigé, ceux qui ne «cannaient» pas (la mise en conserve ne s'est réellement répandue que dans les années 1940) «enneigeaient» (enfouissaient dans la neige) quelques volailles et autres morceaux de viande qu'ils ressortaient au printemps, à Pâques. Et comme les poules ne poussaient pas en hiver, on conservait les oeufs dans le sel pour les pâtisseries des Fêtes de Noël et du Jour de l'an.

Outre le lait vendu à la fromagerie, les familles agricoles comptaient sur plusieurs autres sources de revenu. Il y avait les bleuets qu'Armand Lavoie achetait, en 1950, à raison de 1,25 \$ à 1,50 \$ la boîte de trente livres, mais aussi les framboises et les fraises sauvages. Leur cueillette, tâche accomplie surtout par les femmes

et les enfants, rapportait 1 \$ le seau de cinq livres. Certains cultivateurs vendaient des légumes, des oeufs, du lait frais et un peu de viande à l'occasion, notamment aux gens de l'extérieur de Saint-Fulgence qui possédaient un chalet dans la municipalité. Enfin, si des garçons travaillaient aux chantiers pour contribuer au revenu familial, plusieurs filles de la paroisse s'engageaient comme aide-ménagère à Chicoutimi (le salaire était d'environ 9 \$ par mois dans les années 1930). Quant aux cultivateurs qui faisaient un peu de coupe sur leurs terres, ils en obtenaient 2,50 \$ la corde, vers 1940.

Les activités forestières

La conjoncture économique favorable des années 1910-1930 provoqua un regain de vie dans l'industrie du bois de sciage et Saint-Fulgence en profita pleinement. Des scieries furent inaugurées, les chantiers d'abattage débordaient d'activité.

Au village, la place laissée vacante par la fermeture de la scierie Fraser fut bientôt occupée par les frères Nil et Philippe Tremblay. Leur père, Auguste «Protais» (époux de Marie Lavoie), opérait un moulin à scie familial sur la rivière aux Outardes (aussi appelée rivière Anderson). Il le céda à ses fils en 1935, lesquels augmentèrent sensiblement sa production. En 1937, les frères Tremblay se portèrent également acquéreurs des anciens terrains de la scierie Price (12).

De son côté, peu après avoir vendu sa scierie du lac Laurent, Philippe Bergeron en ouvrit une nouvelle, en 1921, dans le canton Saint-Germain (Sainte-Rose-du-Nord), à proximité de l'Anse-à-Pelletier (13). Il opéra également la «Manufacture de châssis du Saguenay», laquelle cessa ses opérations en octobre 1922 (14).

La famille Jalbert a aussi investi dans l'exploitation forestière de Saint-Fulgence. Présidée par Henri, fils de Damase-Théophile Jalbert (fondateur de Val-Jalbert), la Compagnie Jalbert s'implanta dans la paroisse en 1917. Elle acheta alors la petite scierie que possédaient Xavier et Donat Gagnon et Georges Simard sur le ruisseau des Îles. La Compagnie fit l'acquisition de terres attenantes à la scierie et de «limites» à bois dans le canton Harvey (15). Peu après, en février 1918, elle devenait propriétaire de la scierie de Philippe Bergeron au lac Laurent (16).

Au total, dans les années 1920, au moins quatre scieries fonctionnaient à Saint-Fulgence. Cela explique en bonne partie l'accroissement du nombre des journaliers dans la paroisse. Leur production fluctua avec les années, ralentissant pendant la Crise, reprenant à plein régime pendant la Deuxième guerre.

Dans les chantiers, l'ouvrage ne manquait pas. Les travailleurs forestiers, véritables nomades tant ils couvraient des distances énormes pour se rendre sur les sites de coupe, quittaient la paroisse chaque automne. On les retrouvait sur les monts Valin, en Haute-Mauricie (La Tuque, Parent...), dans le parc des Laurentides et jusqu'à l'Île d'Anticosti (17). Ils venaient du village plutôt que des rangs et les plus jeunes avaient 14-15 ans. Les entrepreneurs les préféraient d'ailleurs aux travailleurs de la ville, lesquels avaient tendance à quitter le chantier sans avertir («jumper»). Dans les années 1920, les salaires atteignaient environ 35 \$ par mois.

Au début, les travaux d'abattage se faisaient toujours manuellement, mais, à l'aube des années 1950, les premiers signes de mécanisation commencèrent à poindre, notamment l'apparition des camions pour le transport. Aussi, la saison de travail s'étira, débordant de plus en plus sur l'été.



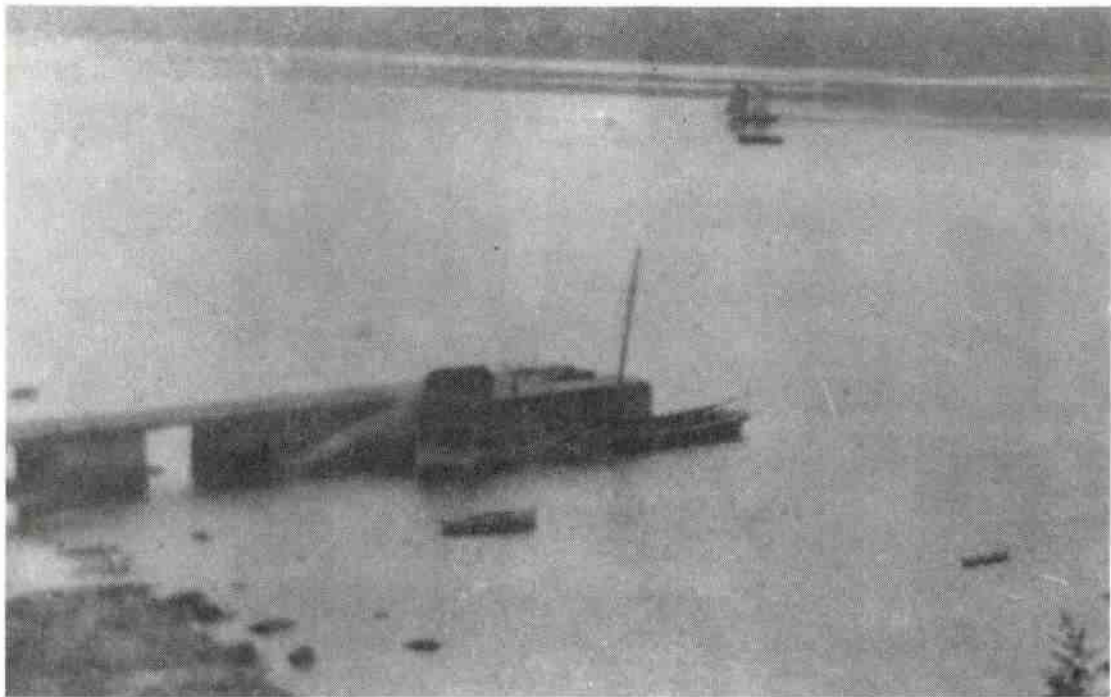
10. Trois billots suffisaient à remplir le camion. Philippe Tremblay et Gabriel, devant l'ancienne résidence de Nil Tremblay (Collection Gabrielle Simard).



11. Cabane à sucre située à Pointe-aux-Pins, propriété de Ferdinand Simard (à l'extrême droite) et d'Adjutor Simard (à l'extrême gauche), en 1916 (Collection Marie-Claire Simard).



12. Georges Tremblay devant son moulin à scie dans le rang Saint-Louis (Collection Armande Tremblay).



13. Le quai, qui pendant trente ans fut le centre des activités maritimes sur la rive nord du Saguenay (1930) (Collection Louis-Philippe Turcotte).

Les transports

Après leur déclin, au début du siècle, les activités maritimes dans le Remous ne reprirent jamais. Le transport par eau demeura cependant fort actif. En 1917, un deuxième bateau assurait la liaison avec Chicoutimi. Baptisée «Aurore-Marie», l'embarcation à moteur appartenait à Alfred Girard (18). Elle servait encore dans les années 1930 (19), même après l'inauguration du pont de Sainte-Anne, premier pont à relier les deux rives du Saguenay (1933). La voie fluviale fut toutefois détrônée par la route.

L'un des principaux phénomènes de la période 1910-1950 est sans contredit la révolution automobile (20). Si les premiers véhicules, introduits dans la région au tournant du siècle, faisaient figure de curiosité technologique, leur usage, de plus en plus répandu, obligea bientôt les autorités à modifier leurs interventions dans le secteur des transports.

La mesure la plus importante consista, dans les années 1920, à confier l'entretien des chemins aux municipalités et au gouvernement québécois. Jusqu'alors, les propriétaires avaient eu la responsabilité d'entretenir la partie du chemin passant devant leur terrain. L'état des routes dépendait donc du zèle des citoyens à s'en occuper. En transférant cette tâche aux municipalités (subventionnées pour le faire) et en s'occupant lui-même des routes interurbaines, le gouvernement s'assurait d'une uniformisation minimale des conditions routières.

Ces mesures permirent au transport routier de se développer. Les propriétaires de scieries commencèrent à livrer leur production à leurs clients de Chicoutimi par camion. La Compagnie Jalbert transportait également du bois brut à sa scierie de Chicoutimi. L'au-

tomobile servit aussi au courrier. Frank Larouche, le conducteur de la «malle», fut l'un des premiers à utiliser ce type de véhicule. On faisait fréquemment appel à ses services pour se rendre en ville plutôt que de prendre le traversier (21). Enfin, Edmond-Louis Tremblay inaugura un service d'autobus entre Saint-Fulgence et Chicoutimi dans les années 1940. En hiver, comme l'entretien des chemins n'était pas assuré, l'autobus était remplacé par une autoneige («snow») (22). La première demande en vue d'obtenir l'ouverture du chemin de Chicoutimi fut acheminé au conseil municipal à l'hiver 1943-1944 (23).

Les propriétaires de voitures à cheval, la très grande majorité à Saint-Fulgence en 1930, profitèrent également des mesures gouvernementales relatives aux chemins. Si le voyage à Chicoutimi prenait toujours trois heures, les conditions en étaient améliorées. Après la Deuxième guerre, l'usage de l'automobile se généralisa dans la paroisse, comme ailleurs dans la région.

La vie communautaire

Les années 1910-1950 furent une époque de maturation organisationnelle et sociale. À la fin de la période, Saint-Fulgence avait atteint son plus fort degré d'organisation sur les plans religieux, municipal et scolaire. De plus, le développement et la modernisation des services commencèrent à modifier sensiblement les conditions de vie.

La vie religieuse

Tout au long de la période, le clergé a poursuivi son action dans la paroisse. À la fin, il était présent comme jamais dans la vie de la communauté. Les fêtes

liturgiques marquaient le calendrier, les associations pieuses réunissaient de plus en plus de paroissiens et diverses manifestations religieuses, dont les retraites, exaltaient la foi de chacun.

Une occasion spéciale de célébrer se présenta lorsqu'en 1913 l'église paroissiale fut, pour la première fois, le théâtre d'une ordination (24). Le 1er mai, Mgr Michel-Thomas Labrecque, évêque du diocèse, ordonna les abbés Jérémie Gagnon et Onésime Larouche. L'abbé Gagnon, né à Saint-Fulgence en 1885, attira surtout l'attention des paroissiens. Il était le fils cadet de Jean et de Céline Bouchard et le petit-fils de Dominique Gagnon et d'Émilie Simard. Sa famille avait consenti de lourds sacrifices pour lui permettre de compléter ses études et son ordination constituait une véritable fête pour ses parents et ses amis. Les célébrations entourant la cérémonie durèrent deux jours et prirent fin par un banquet réunissant une centaine de convives chez la mère du nouveau prêtre. L'abbé Gagnon ne fut toutefois pas le seul enfant de la paroisse à consacrer sa vie à la religion; d'autres prêtres et plusieurs religieuses en sont également issus.

Sur le plan de l'enseignement, les années 1940 furent marquées par l'arrivée de deux communautés religieuses. La première, les Soeurs du Bon-Conseil de Chicoutimi, s'installa dans la paroisse en 1942 (25). La seconde, les Frères de la Charité, s'établit en 1947 (26).

Enfin, toujours dans les années 1940, le curé de l'époque (Basile Néron) décida avec le conseil de la fabrique de remplacer l'ancienne église par une nouvelle. La construction fut décidée en septembre 1942. Chaque famille devait contribuer par un don de 90 \$ en effets, en travail ou en argent à l'édification du nouveau temple (27). Lors de sa visite, l'été suivant, Mgr l'évêque Georges Melançon félicita le curé pour la diligence avec laquelle l'église avait été bâtie (28). Cependant,

plusieurs paroissiens regrettèrent l'ancienne église, la première de la paroisse, construite solidement en 1866 (29), mais devenue trop petite pour la population paroissiale (30).

L'éducation

La période 1910-1950 fut fertile en événements scolaires tant pour ce qui était de l'organisation que pour les conditions de travail des enseignants et des élèves. En 1915, une nouvelle école fut construite au village et placée sous le patronnage du Sacré-Coeur. Première école en briques, elle était située à l'emplacement de l'école actuelle (31). Avec la croissance du nombre d'élèves et le progrès de la colonisation, la paroisse comptait huit écoles au milieu des années 1940 (32).

Mais l'événement majeur, à cette époque, dans le monde scolaire de Saint-Fulgence demeure sans contredit l'établissement des deux communautés enseignantes. La première fut celle des soeurs de Notre-Dame du Bon-Conseil. Fondée en 1894 par Mgr Labrecque dans le but de se consacrer à l'enseignement primaire, la communauté essaima rapidement dans toute la région. Au début des années 1920, elle était présente dans une vingtaine de villes et villages (33). Leur venue à Saint-Fulgence fut décidée en 1942 et on entreprit aussitôt la construction d'une école (le «couvent») pour les accueillir. L'édifice fut livré en 1943 (34).

La deuxième communauté enseignante à s'établir fut celle des Frères de la Charité. Ils arrivaient directement de l'extérieur du diocèse et, pour les loger, la commission scolaire avait décidé de construire une école, le «collège», en mai 1947 (35). Comme le «couvent» qui servait à l'enseignement primaire supérieur

(futur cours secondaire) pour les filles, le «collège» fit de même pour les garçons.

L'arrivée des communautés enseignantes et la construction des nouveaux édifices correspondaient à une époque de relative prospérité au village. En effet, la conjoncture favorable des années de guerre avait suscité une amélioration des revenus, tant sur les fermes que dans les scieries et les chantiers. La santé financière de la commission scolaire (comme celle de la fabrique qui bâtit une nouvelle église) s'en ressentait de façon très positive.

La bonne situation économique de la commission scolaire tranchait violemment avec celle des années précédentes. Pendant la Crise, la corporation avait connu des ennuis sérieux. Les salaires des enseignantes, en 1935-1936, étaient à peu près la moitié de ceux de 1927-1928 (36). Même à ce niveau, la commission scolaire avait peine à les verser. En 1937, elle résolut d'emprunter pour payer des salaires dûs depuis l'année académique 1932-1933 (37). À ce compte-là, il n'est guère surprenant qu'un vent de syndicalisme ait soufflé dans les rangs des institutrices rurales en 1936 et 1937 (38). En septembre de cette dernière année, les salaires remontèrent au niveau de 1920-1925, soit 300 \$ par année (39). Ils passèrent à environ 350 \$ à l'aube des années 1940 (40).

La construction du collège des Frères eut des conséquences importantes sur l'organisation scolaire. Les contribuables qui ne résidaient pas au village ne voulaient pas financer une école dont il ne bénéficiaient pas, étant donné les distances trop longues pour s'y rendre. En 1947, ils demandèrent la création d'une commission scolaire séparée et, en août, les résidents du village déposèrent une requête en ce sens. Le Département de l'instruction publique accéda à la demande en 1948 et la séparation fut effective l'année sui-

vante (41). C'est ainsi que naquit la municipalité scolaire du village de Saint-Fulgence, celle de Harvey continuant d'exister pour la paroisse.

La vie municipale

La vie municipale connût des changements notables. En premier lieu, la progression du peuplement à l'est de la municipalité et dans le canton Saint-Germain décida le conseil à annexer tout bonnement ce canton en 1913. Dès l'année suivante, la Descente-des-Femmes (village actuel de Sainte-Rose-du-Nord) figurait au rôle d'évaluation (42). Tout le territoire du canton Saint-Germain fit partie de Saint-Fulgence jusqu'en 1942, année où la municipalité de paroisse de Sainte-Rose fut érigée (43). La nouvelle municipalité laissait toutefois la partie nord du canton Saint-Germain à Saint-Fulgence.

La construction du collège des Frères de la Charité allait provoquer la scission de la commission scolaire en 1949. Déjà, en 1946, lorsque le conseil municipal vota un emprunt de 55,000 \$ pour financer la construction d'un aqueduc au village, les contribuables du secteur avaient décidé de se séparer de la paroisse. La nouvelle municipalité de village de Saint-Fulgence fut ainsi officiellement créée en janvier 1947 (44).

Les effets de la Crise s'étaient également fait duement sentir sur le plan municipal. En 1931, le conseil emprunta 500 \$ pour tenter de venir en aide aux gens dans le besoin (45). On distribua des coupons permettant aux familles de se procurer gratuitement quelques denrées de base (46). À la fin des années 1930, plus de cent chefs de famille étaient considérés comme nécessiteux (47). La municipalité elle-même fut bientôt incapable de rencontrer ses obligations et, à l'instar de

plusieurs autres, elle fut placée, en 1932, sous le contrôle de la Commission municipale du Québec. Elle le demeura jusqu'en 1939 (48).

Les conditions de vie

L'évolution technologique qui s'est produite pendant la première moitié du 20^e siècle a fortement influencé les conditions de vie des Québécois. Que ce soit dans les services publics, les communications ou les services de santé, les changements se sont succédés à un rythme rapide. Dans cette course au progrès, Saint-Fulgence et la région ne se sont jamais laissé devancer.

Les services publics

Une innovation majeure du côté des services fut sans doute la venue de l'électricité. Dans la région, cette nouvelle source énergétique fit son apparition à Chicoutimi à la fin du 19^e siècle. Son usage se répandit lentement.

À Saint-Fulgence, les premiers foyers furent branchés vers 1924 (49). La municipalité s'était impliquée dans l'établissement du service en participant à la construction de l'usine hydro-électrique («le pouvoir») (50). Par la suite, les installations locales furent rachetées par la Compagnie électrique du Saguenay (51). Du village à la paroisse, le réseau s'étendit très lentement: le rang Sainte-Marie, par exemple, ne fut raccordé que pendant la Deuxième guerre (52).

En rapport avec les communications, il faut mentionner l'arrivée de la radio. Une dizaine d'années

après l'ouverture, à Montréal, de la première station francophone au Québec, CKAC, en 1922, CRCS (future CBJ) commença à diffuser à Chicoutimi (53). Même en pleine crise économique, la radio pénétra rapidement les foyers et, en 1934, on en retrouvait à Saint-Fulgence (54). Dans les endroits où il n'y avait pas l'électricité, on utilisait des appareils à piles.

Sur un autre plan, la prospérité des années de guerre avait créé des besoins de crédit et favorisé l'épargne. Une institution financière s'imposait donc à Saint-Fulgence. Comme l'ancienne Caisse de petite économie de Mgr Lapointe, ouverte en 1908, avait disparu en 1925, un groupe de citoyens fondèrent la Caisse populaire de Saint-Fulgence en 1943 (55). Parmi ces pionniers de la Caisse, présidée par Edmond Dallaire, on retrouvait Paul-Eugène Girard, Léonard Larouche, Ben, Edmond, Napoléon, Nil et Odila Tremblay au conseil d'administration; Elie Gagnon, Philippe Tremblay et le curé Néron à la commission de surveillance; et Philippe Harvey, Frank Larouche, Émile et Louis Tremblay à la commission de crédit (56).

La santé

L'amélioration des conditions de vie entre 1910 et 1950 se fit plus particulièrement sentir dans le niveau de santé des gens. Entre ces deux dates, la mortalité a chuté de près des deux tiers à l'échelle régionale (57). Certes, les épidémies faisaient encore des victimes, comme celle de la grippe espagnole qui tua dix personnes dans la paroisse à l'automne 1918 (58). Deux femmes en couches figuraient parmi les victimes. Mais l'évolution des techniques médicales enraya plusieurs maladies autrefois mortelles. L'épidémie de petite vérole de janvier 1911, par exemple, ne causa aucun décès, les enfants ayant été vaccinés (59). En 1924, la

municipalité s'engagea dans un autre programme de vaccination contre diverses maladies infectieuses (60).

Outre l'amélioration des outils pour lutter contre la maladie, la baisse de la mortalité est attribuable aux changements survenus dans les pratiques d'accouchement. En effet, à partir des années 1920, on faisait de plus en plus appel au médecin pour accoucher. Mieux outillé et mieux formé, il remplaça graduellement les sages-femmes qui, comme Émélie Lavoie (épouse de Simon Simard), cessèrent leurs activités dans les années 1930 (61). Néanmoins, l'accouchement se pratiquait encore à la maison.

* * *

En somme, les années 1910 à 1950 constituèrent une période de changements majeurs des conditions de vie. Se rendre pieds nus à l'école pour «ménager» ses souliers était pratiquement impensable en 1950 alors qu'on le faisait régulièrement dans les années 1910 (62). La spécialisation de l'agriculture et l'augmentation des salaires avaient permis une amélioration sensible du niveau de vie. La fin des défrichements, au début des années 1940, a aussi contribué à ce progrès: par les efforts et les ressources que cela nécessitait, «faire de la terre» limitait forcément les revenus potentiels de l'agriculture et du travail rémunéré.

Ce fut aussi l'époque de la première révolution des communications. Si on disposait de journaux depuis l'ère pionnière, l'arrivée de la radio dans les années 1930 représentait une ouverture sans précédent sur le monde. Nouvelles de partout, radio-romans et publicité pénétraient tous les foyers. La Deuxième guerre mondiale eut des effets semblables par les mouvements humains et le brassage d'idées qu'elle a provoqués. L'implication du conseil municipal dans la campagne anti-conscription n'en est qu'un exemple

(voir encadré). Du côté des transports, l'automobile ramenait les distances à une fraction de ce qu'elles étaient. Chicoutimi était désormais à moins d'une heure de route; des résidents de Saint-Fulgence commençaient à travailler à Arvida ou à Chicoutimi.

La modernisation d'alors s'exprima aussi (et peut-être plus profondément) dans les mentalités, notamment face au statut de la femme. Elle obtint d'abord le droit de vote, au fédéral en 1917 et au provincial en 1940, la législature provinciale lui reconnaissant enfin ce droit pourtant fondamental. Puis, le régime matrimonial de la communauté de biens, défavorable à l'épouse, fut peu à peu remplacé par celui de la séparation de biens. Cela tranchait violemment avec le 19^e siècle alors que la femme était considérée comme mineure par le Code civil et devait obtenir l'autorisation de son père ou de son mari pour poser des actes légaux (63). Ces transformations, comme les changements survenus dans les domaines économique et technologique, annonçaient les bouleversements de la période suivante.

TABLEAU 3

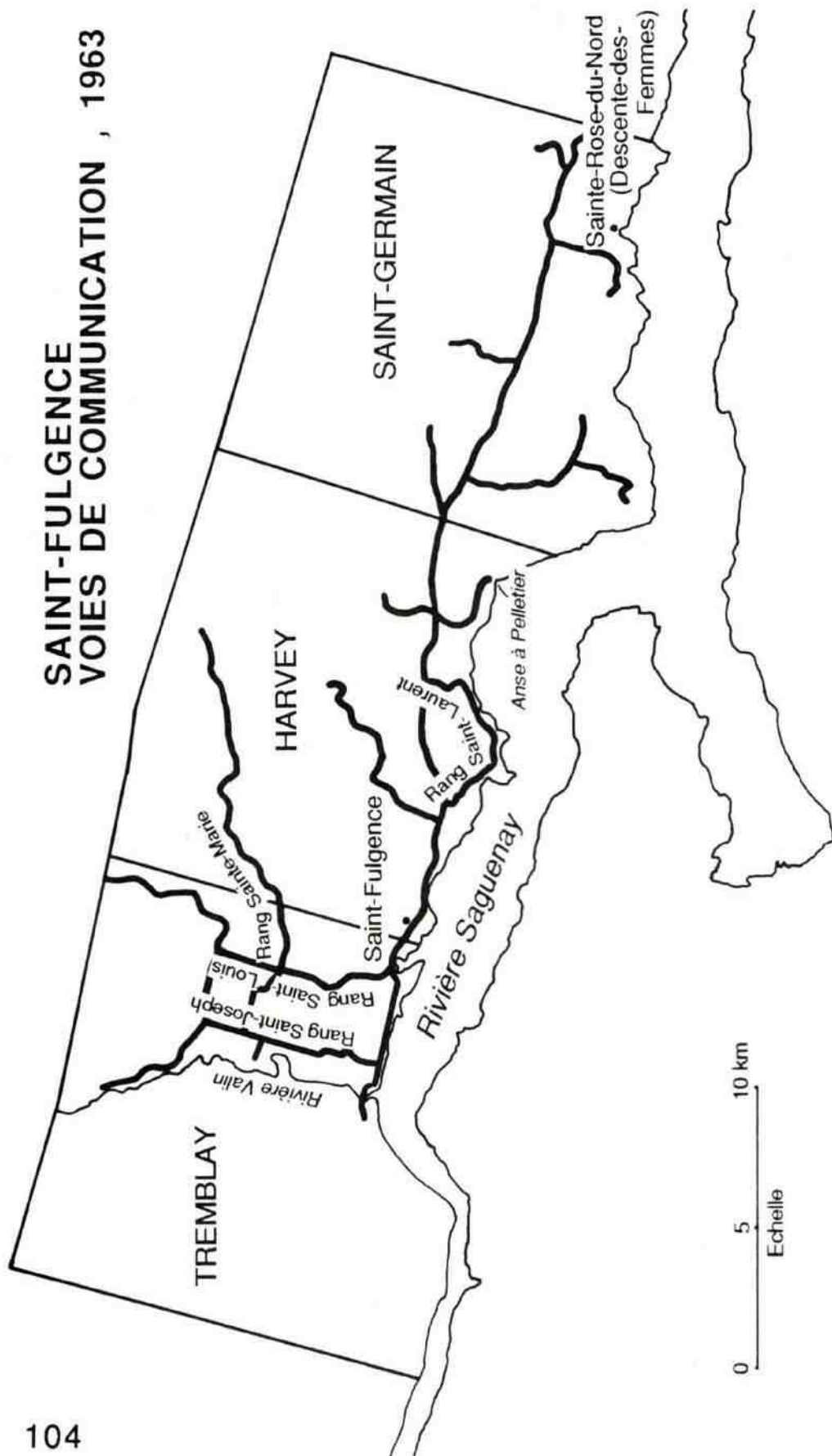
Population de Saint-Fulgence et du Saguenay 1911-1951

Année	Saint-Fulgence		Saguenay	
	Nombre	Δ%	Nombre	Δ%
1911	847	-----	22 900	-----
1921	1079	27,4	36 797	60,7
1931	1352	25,3	53 881	46,4
1941	1597	18,1	75 986	41,0
1951	1683	5,4	112 448	4,8

Sources: Recensements du Canada, années concernées (les chiffres ont été ajustés pour exclure la population de Sainte-Rose-du-Nord).

Carte 4

SAINT-FULGENCE VOIES DE COMMUNICATION , 1963



Sources: Direction des levés et de la cartographie, Ministère des mines et des relevés techniques, 1964.

Familles pionnières

arrivées à Saint-Fulgence entre 1911 et 1930 (1)

Couple	Marlage	Arrivée (2)
Joseph Gauthier et Marie Harvey	St-Fulgence, 3 mai 1909	1911
Léon Létourneau et Eva Tremblay	Bergeronnes, 10 juin 1907	1911
Jean Savard et Marie Lachance	Ste-Anne, 2 avril 1883	1912
Joseph Lavoie et Alice Bolduc	St-Fulgence, 3 sept. 1909	1913
Emile Gagné et Cécile Tremblay	Chicoutimi, 15 juin 1903	1914
Désiré Roussel et Marie Brassard	Ste-Anne, 12 janv. 1897	1914
Camille Jean et Diana Gagnon	St-Fulgence, 13 sept. 1915	1915
Alcide St-Cyr et Marie-Ange Tremblay	St-Fulgence, 13 avril 1915	1919
Edmond Dassylva et Laurette Lavoie	St-Fulgence, 19 juin 1916	1920
Alexandre Sergerie et Lisianne Pellerin	Grande-Baie, 26 avril 1897	1920
Louis Tremblay et Oveline Bouchard	Bagotville, 7 juil. 1902	1920
Pierre Tremblay et Emma Tremblay	(inconnu)	1920
François Boivin et Marie Truchon	St-Fulgence, 25 juil. 1921	1921
Joseph Boudreault et Anita Lavoie	St-Fulgence, 3 fév. 1913	1921
Edgar Pilote et Louiselle Gobeil	Bagotville, 11 avril 1904	1921
Edmond Savard et Lumina Tremblay	Ste-Anne, 23 nov. 1897	1921
François Brassard et Emma Ouellet	Ste-Anne, 3 août 1896	1922
Pierre Ouellet et Elisa Boivin	Ste-Anne, 23 août 1894	1922

Couple	Mariage	Arrivée (2)
Emile Tremblay et Flore Simard	St-Fulgence 29 mars 1921	1922
Charles Boulay et Lydia Côté	Chicoutimi, 2 mai 1905	1923
Wilfrid Girard et Marie Thibeault	La Malbaie, 19 oct. 1903	1923
Julien Grégoire et Rose-Emma Tremblay	St-Fulgence, 23 avril 1923	1923
Alfred Morin et Lumina Thibeault	Chicoutimi, 7 janv. 1908	1924
Napoléon Maltais et Albertine Harvey	(inconnu)	1925
Aimé-Louis Tremblay et Julia Tremblay	(inconnu)	1925
David Tremblay et Ernestine Tremblay	St-Fulgence, 8 mai 1924	1925
Emile Sénéchal et Cécile Lavoie	St-Fulgence, 30 août 1926	1926
Jean-Baptiste Canuel et Mathilde Perron	(inconnu)	1929
Israël Fillion et Juliette Bolduc	St-Fulgence, 9 juil. 1928	1930
William Morissette et Yvonne Bouchard	Ste-Anne, 7 juin 1910	1930

- (1) **Famille pionnière: premier couple du groupe familiaayant fait souche à Saint-Fulgence et y ayant marié au moins un fils.**
- (2) **Première apparition du couple dans les registres de la paroisse.**

Familles pionnières

arrivées à Saint-Fulgence entre 1931 et 1950 (1)

Couple	Mariage	Arrivée (2)
Joseph Desgagné et Desneiges Lavoie	St-Fulgence, 2 août 1920	1931
Thomas Tremblay et Laure Boulianne	Ste-Anne, 4 avril 1905	1931
Jean-Baptiste Ouellet et Azilda Thibeault	Anse-St-Jean, 18 juil. 1904	1934
Wellie Caron et Marie Pilote	Bagotville, 10 janv. 1910	1934
Maurice Tremblay et Marie-Anna Simard	St-Fulgence, 4 juil. 1934	1934
Joseph Bouchard et Desneiges Gagné	St-Fulgence, 22 sept. 1930	1935 (3)
Simon Desbiens et Émélie Angers	Grande-Baie, 17 oct. 1898	1936
André Duguay et Anita Gagnon	St-Fulgence, 18 nov. 1936	1936
P.-Eugène Maltais et Lucille Blackburn	Chicoutimi, 8 sept. 1926	1936
Armand Savard et Berthe Tremblay	Ste-Anne, 16 juil. 1924	1936
Arthur Côté et Marie-Marthe Bolduc	St-Fulgence, 28 sept. 1938	1938
Rosario Madore et Simone Potvin	St-Fulgence, 20 avril 1938	1938
Paul Tremblay et Marie-Blanche Gauthier	Ste-Anne, 9 août 1926	1940
Joseph Taché et Émérilda Lavoie	(inconnu)	1942
Arthur Boulianne et Anna-Rita Boudreault	Chicoutimi, 28 avril 1924	1944
Roland Houde et Thérèse Simard	St-Fulgence, 12 juil. 1944	1944
Edouard Brisson et Hélène Lapointe	Chicoutimi, 3 sept. 1927	1946
André Guay et Marie-Louise Tremblay	St-Gédéon, 4 août 1937	1946

Couple	Mariage	Arrivée (2)
Robert Dufour et Simone Tremblay	St-Fulgence, 28 août 1947	1947
Joseph Dion et Marie-Jeanne Tremblay	St-Cyriac, 30 mai 1921	1948
Léger Tremblay et Gabrielle Tremblay	St-Fulgence, 30 sept. 1946	1949

- (1) **Famille pionnière: premier couple du groupe familial ayant fait souche à Saint-Fulgence et y ayant marié au moins un fils.**
- (2) **Première apparition du couple dans les registres de la paroisse.**
- (3) **Date approximative d'arrivée, la présence étant attestée autrement que par les registres.**



25. Le secrétaire-trésorier était un personnage très en vue de la municipalité. Tancide Turcotte a cumulé les fonctions de secrétaire de la municipalité du village, de la paroisse et de la Commission scolaire, de 1933 jusqu'en 1954 (Collection Nicole Turcotte).

SAINT-FULGENCE EN GUERRE*

Les échos des batailles de tranchées que se livraient Allemands, Français et Britanniques au nord-est de la France, en 1914-1918, pouvaient sembler très lointains aux Québécois d'alors. Mais le Canada, Dominion britannique, épaulait l'Angleterre contre les troupes du Kaiser et le Québec fut, bien malgré lui, entraîné dans le conflit. D'abord fondée sur l'engagement volontaire dans l'armée, l'implication des Québécois, comme celle des Canadiens, devint obligatoire lorsque le Parlement fédéral vota la loi du service militaire obligatoire (la conscription) en 1917.

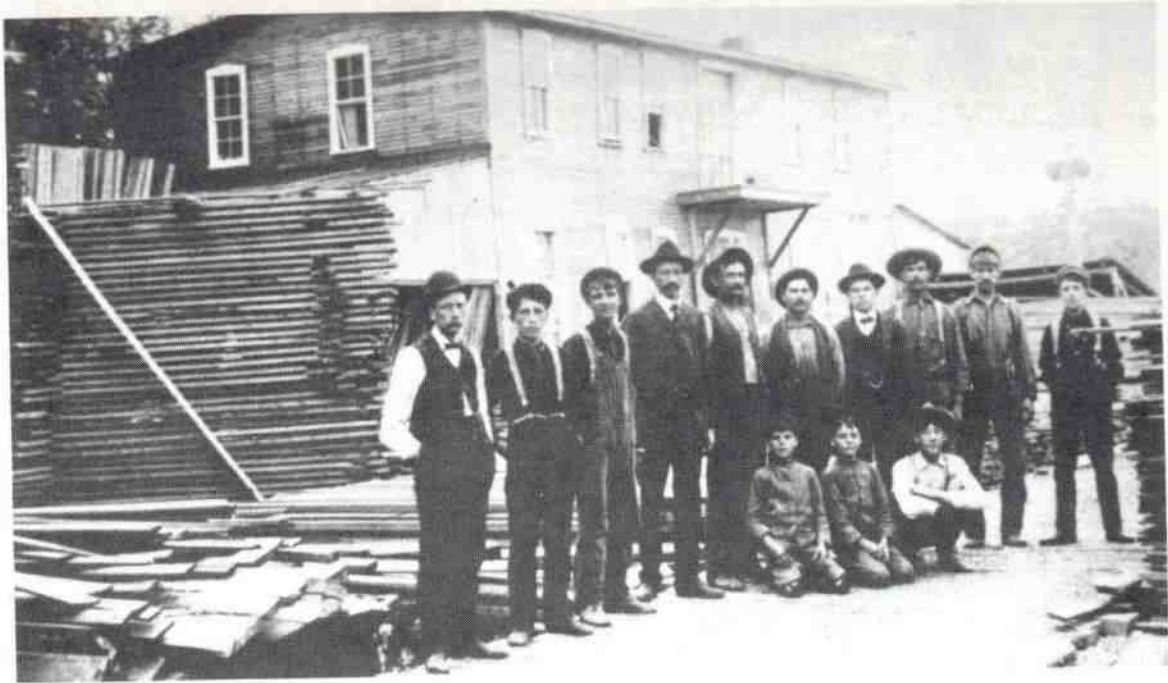
En vertu de cette loi, les autorités militaires canadiennes pouvaient rechercher et engager de force les hommes jugés valides pour combattre en Europe. Commencée dans les centres urbains de la vallée laurentienne, cette recherche des conscrits s'étendit au Saguenay en 1918. En septembre, une expédition formée de trois cents militaires arrivait à Chicoutimi où elle entreprit ses fouilles.

Le 28 septembre, une soixantaine de soldats se présentèrent à Saint-Fulgence. Anglophones pour la plupart, ils prirent position dans le village et visitèrent les maisons susceptibles d'abriter des conscrits. Plusieurs jeunes hommes furent arrêtés et conduits au camp militaire de Chicoutimi. Ils furent tous relâchés, sauf un que les soldats emmenèrent au camp de Québec. Heureusement pour lui, l'armistice fut signée quelques semaines plus tard (11 novembre 1918, à Compiègne, au nord de Paris).

Le conflit de 1939-45 causa plus de vagues dans la région, y compris à Saint-Fulgence. Ce fut d'abord la campagne référendaire au sujet de la conscription. Le gouvernement fédéral voulait pouvoir l'imposer et organisa un plébiscite en ce sens au printemps de 1942. Acceptant l'invitation des milieux nationalistes d'alors qui considéraient l'engagement volontaire amplement suffisant, le conseil municipal se prononça contre la conscription. Bien que les Québécois aient massivement voté «non» lors du plébiscite (le «oui» l'emporta à l'échelle canadienne en raison du vote positif très majoritaire des anglophones), la conscription fut finalement imposée en 1944. Si, comme ailleurs au Saguenay et au Québec, quelques conscrits se réfugièrent en forêt pour échapper à la police militaire, le plus grand nombre remplirent leur devoir et se joignirent à ceux qui s'étaient déjà portés volontaires.

Mais, surtout, la Deuxième guerre, comme la précédente, provoqua une activité économique intense. Dans les chantiers forestiers, dans les scieries, à Arvida où l'on construisait à toute vapeur des nouvelles alumineries et la centrale hydro-électrique de Shipshaw, toute la main-d'oeuvre disponible de Saint-Fulgence fut mise à la tâche. Ainsi, de concert avec les unités combattantes, la communauté travaillait à abréger le drame qui se déroulait en Europe.

*Ces informations sont tirées des notes de l'abbé Gagnon (p. D39) et des entrevues réalisées au cours de l'été 1988. Concernant la recherche des conscrits à Chicoutimi, voir aussi l'entrevue de Rose-Anna Maltais dans *Saguenayensia*, vol. 23, no 1 (janvier-mars 1981), p. 11. Sur la guerre et les crises «conscriptionnistes» au Québec, se référer à LINTEAU, DUROCHER, ROBERT (1979), pp. 598-600 (guerre de 1914-18) et à LINTEAU, DUROCHER, ROBERT, RICARD (1986), pp. 131-139 (pour la guerre 1939-45).



26. Henri Jalbert (quatrième à gauche) et les employés de la sclerie, devant les Installations de la Compagnie à Chicoutimi (ANQC, FPSHS, no 1516).



27. «Ferblantine» et son propriétaire, Edmond-Louis Tremblay, en compagnie de son épouse Marie-Jeanne, Nazaire Tremblay, conducteur, et son épouse Alma-Rose, Philippe Tremblay et son épouse Blanche-Annette et Mariette Jobin (épouse de Charles-Victor Tremblay (Collection Blanche-Annette Tremblay).



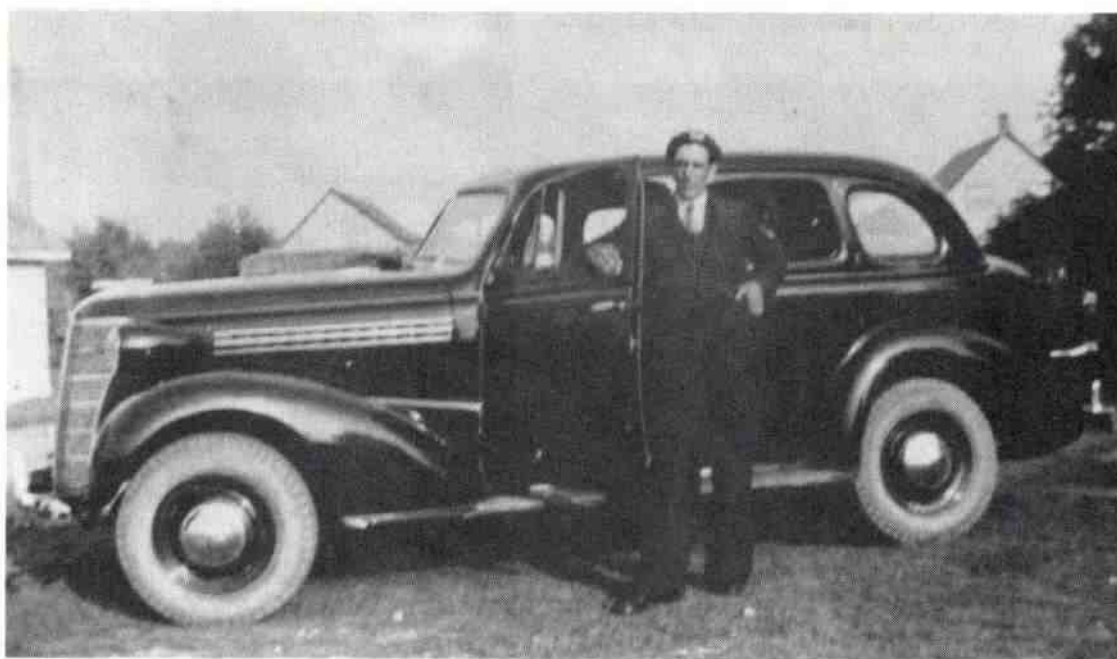
28. Léontine Lavole, institutrice, et quelques unes de ses élèves, sur le cap Saint-Charles, près du pont de la Loutre, vers les années 1935. De gauche à droite: Marguerite Harvey, Alette Côté, Léontine Lavole, Blanche-Annette Tremblay et Rita Harvey (Collection Jean-Baptiste Lajoie).



29. 1948: Ange-aimée Tremblay, Léo Simard, Pierrette Tremblay, Gérard Lessard et Raymond-Marie Tremblay (Collection Gérard Simard).



30. La cordonnerie Dallaire à ses débuts. Edmond Dallaire, propriétaire, Charles-Eugène Racine, son assistant, Angélique et Graziella (Collection Hermance Dallaire).



31. Philippe Tremblay posant devant sa Chevrolet 1938 et portant fièrement le béret du centenaire. Photo prise dans le rang Saint-Louis (Collection Blanche-Annette Tremblay).



32. Le Couvent, dirigé par les Soeurs du Bon Conseil, tel qu'il paraissait après sa construction en 1942 (Collection Marie-Rose Tremblay).



33. Le Collège, dirigé par les Frères de la Charité, après sa construction en 1947 (Collection Marie-Rose-Tremblay).



34. Antoinette Turcotte posant avec son groupe d'élèves, devant l'école (Salle publique) érigée au centre du village, face à l'église et près du cimetière. Elle fut détruite en 1942 (Collection Marie-Rose Tremblay).



35. Les élèves de Marie-Rose-Tremblay, photographiés devant l'église en 1941 (Collection Marie-Rose Tremblay).



36. La deuxième église, construite en 1943 (la brique n'était pas encore posée). À côté, la sacristie détachée de la première église, démolie en 192, et qui servira de logement aux Soeurs du Bon Conseil. (Collection Marie-Rose-Tremblay).



37. L'intérieur de la deuxième église, après sa construction en 1943 (Collection Marie-Rose Tremblay).



38. L'abbé Jérémie Gagnon, à l'époque de son ordination, en 1913 (ANQC, FPSHS, no 1525).